



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

INTEGRAAL VERSLAG

COMPTE RENDU INTÉGRAL

MET HET BEKNOPT VERSLAG

AVEC LE COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE
BEGROTING

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

dinsdag

mardi

23-01-2001

23-01-2001

10:30 uur

10:30 heures

AGALEV-ECOLO	<i>Anders gaan leven / Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales</i>
CVP	<i>Christelijke Volkspartij</i>
FN	<i>Front National</i>
PRL FDF MCC	<i>Parti Réformateur libéral – Front démocratique francophone-Mouvement des Citoyens pour le Changement</i>
PS	<i>Parti socialiste</i>
PSC	<i>Parti social-chrétien</i>
SP	<i>Socialistische Partij</i>
VLAAMS BLOK	<i>Vlaams Blok</i>
VLD	<i>Vlaamse Liberalen en Democraten</i>
VU&ID	<i>Volksunie&ID21</i>

<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties :</i>		<i>Abréviations dans la numérotation des publications :</i>	
DOC 50 0000/000	<i>Parlementair document van de 50e zittingsperiode + nummer en volgnummer</i>	DOC 50 0000/000	<i>Document parlementaire de la 50e législature, suivi du n° et du n° consécutif</i>
QRVA	<i>Schriftelijke Vragen en Antwoorden</i>	QRVA	<i>Questions et Réponses écrites</i>
CRIV	<i>Integraal Verslag (op wit papier, bevat de bijlagen en het beknopt verslag, met kruisverwijzingen tussen Integraal en Beknopt Verslag)</i>	CRIV	<i>Compte Rendu Intégral (sur papier blanc, avec annexes et CRA, avec renvois entre le CRI et le CRA)</i>
CRIV	<i>Voorlopige versie van het Integraal Verslag (op groen papier)</i>	CRIV	<i>Version Provisoire du Compte Rendu Intégral (sur papier vert)</i>
CRABV	<i>Beknopt Verslag (op blauw papier)</i>	CRABV	<i>Compte Rendu Analytique (sur papier bleu)</i>
PLEN	<i>Plenum (witte kaft)</i>	PLEN	<i>Séance plénière (couverture blanche)</i>
COM	<i>Commissievergadering (beige kaft)</i>	COM	<i>Réunion de commission (couverture beige)</i>

<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>
<i>Bestellingen :</i>	<i>Commandes :</i>
<i>Natieplein 2</i>	<i>Place de la Nation 2</i>
<i>1008 Brussel</i>	<i>1008 Bruxelles</i>
<i>Tel. : 02/ 549 81 60</i>	<i>Tél. : 02/ 549 81 60</i>
<i>Fax : 02/549 82 74</i>	<i>Fax : 02/549 82 74</i>
<i>www.deKamer.be</i>	<i>www.laChambre.be</i>
<i>e-mail : alg.zaken@deKamer.be</i>	<i>e-mail : aff.generales@laChambre.be</i>

INHOUD

Mondelinge vraag van de heer Jacques Chabot 1
aan de minister van Financiën over "de
opleidingscentra van het ministerie van Financiën"
(nr. 3119)

Sprekers: **Jacques Chabot, Didier Reynders,**
minister van Financiën

Samengevoegde mondelinge vragen van 2
- de heer Dirk Pieters aan de minister van
Financiën over "de stortingen aan steden en
gemeenten" (nr. 3158)
- de heer Hagen Goyvaerts aan de minister van
Financiën over "de achterstand in de verwerking
van de belastingaangiften" (nr. 3180)

Sprekers: **Dirk Pieters, Hagen Goyvaerts,**
Didier Reynders, minister van Financiën

Mondelinge vraag van de heer Jacques Chabot 4
aan de minister van Financiën over "de procedure
van ambtshalve ontheffing" (nr. 3170)

Sprekers: **Jacques Chabot, Didier Reynders,**
minister van Financiën

Mondelinge vraag van de heer Dirk Pieters aan de 4
minister van Financiën over "de interne toestand
van de Commissie voor het Bank- en
Financiële wezen" (nr. 3177)

Sprekers: **Dirk Pieters, Didier Reynders,**
minister van Financiën

SOMMAIRE

Question orale de M. Jacques Chabot au ministre 1
des Finances sur "les centres de formation du
ministère des Finances" (n° 3119)

Orateurs: **Jacques Chabot, Didier Reynders,**
ministre des Finances

Questions orales jointes de 2
- M. Dirk Pieters au ministre des Finances sur "les
versements aux villes et communes" (n° 3158)

- M. Hagen Goyvaerts au ministre des Finances
sur "le retard dans le traitement des déclarations
d'impôt" (n° 3180)

Orateurs: **Dirk Pieters, Hagen Goyvaerts,**
Didier Reynders, ministre des Finances

Question orale de M. Jacques Chabot au ministre 4
des Finances sur "la procédure en matière de
dégrèvement d'office" (n° 3170)

Orateurs: **Jacques Chabot, Didier Reynders,**
ministre des Finances

Question orale de M. Dirk Pieters au ministre des 4
Finances sur "la situation interne de la
Commission bancaire et financière" (n° 3177)

Orateurs: **Dirk Pieters, Didier Reynders,**
ministre des Finances

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE BEGROTING

van

DINSDAG 23 JANUARI 2001

10:30 uur

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

du

MARDI 23 JANVIER 2001

10:30 heures

La séance est ouverte à 10.35 heures par M. Olivier Maingain, président.
De vergadering wordt geopend om 10.35 uur door de heer Olivier Maingain, voorzitter.

01 Question orale de M. Jacques Chabot au ministre des Finances sur "les centres de formation du ministère des Finances" (n° 3119)

01 Mondelinge vraag van de heer Jacques Chabot aan de minister van Financiën over "de opleidingscentra van het ministerie van Financiën" (nr. 3119)

01.01 Jacques Chabot (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, la qualité de la formation dispensée par le ministère des Finances est incontestable.

Les centres de formation de vos différentes administrations effectuent à cet égard un travail remarquable. Dans le dernier numéro de FININFO, Mme Radu et M. Grégoire Molimbi parlent de la formation pratique appelée méthode Henrion, du nom du fonctionnaire qui a mené diverses expériences en la matière. Ces expériences ont toutes été un succès et elles ont été encouragées par la hiérarchie.

L'article paru dans le périodique d'information du Ministère des Finances m'amène à vous poser les cinq questions suivantes:

1. Ces activités de formation pratique sont-elles ponctuelles ou seront-elles généralisées à court ou à moyen termes?

2. Dans la mesure où la formation pratique est indissociable de la formation théorique, quel est l'apport des centres de formation par rapport à la méthode dite Henrion? L'aspect pratique ressortit-

il à la compétence des services de taxation plutôt que des centres de formation? Quel est le rôle de l'école nationale de fiscalité en cette matière?

3. Combien de personnes ont-elles participé jusqu'à présent à ces formations pratiques? Quel pourcentage cela représente-t-il par rapport au nombre de jours de cours donnés?

4. Qui vérifie la qualité des formations proposées?

5. Une structure permanente est-elle mise en place pour assurer la liaison tant avec les sections de recherche qu'avec les services centraux chargés de la mise à jour du manuel de vérification?

01.02 Didier Reynders, ministre: Monsieur le président, chers collègues, je vais tenter de répondre de manière précise aux cinq questions qui m'ont été posées en insistant d'emblée sur le fait que la formation est une priorité au sein du département. Je remercie M. Chabot d'y apporter une attention particulière en posant des questions ou en intervenant à ce sujet lors de débats précédents.

Les formations pratiques à l'AFER sont données dans le cadre de la préparation aux enquêtes sectorielles - il s'agit de campagnes de vérification d'une profession ou d'un secteur d'activité - et dans le cadre du cours de vérification approfondie qui prépare les inspecteurs et les vérificateurs à leur stage en centres de contrôle. Ces formations pratiques sont cependant en voie de généralisation, notamment pour les fonctionnaires venant d'être affectés dans les centres de contrôle.

Le contenu des cours de formation pratique tire

effectivement enseignement de la méthode Henrion. Ces cours seront de plus en plus donnés dans les centres de formation professionnelle par des fonctionnaires du terrain détachés temporairement. Mais la meilleure formation pratique se donne de toute évidence sur le terrain même, au travers du traitement de dossiers fiscaux. La formation pratique ne relève pas des compétences de l'école nationale de fiscalité et des finances.

Sur la période 1999-2000, on estime que 638 participants ont suivi cette formation. 289 ont suivi les préparations aux enquêtes sectorielles et 349 le cours de vérification approfondie. Le pourcentage que vous me demandez ne peut pas être communiqué pour l'instant, faute de chiffres globaux déjà disponibles pour l'année 2000.

Les services centraux de formation professionnelle coordonnent les travaux des inspecteurs principaux et chefs de centres de formation professionnelle qui sont responsables de la qualité des cours en général. Le cours préparatoire aux enquêtes sectorielles est cependant du ressort des services techniques des services centraux. Ces derniers entretiennent des contacts réguliers avec les formateurs et les fonctionnaires du terrain en charge des enquêtes sectorielles. Ils organisent aussi l'analyse des tâches accomplies.

Enfin, en ce qui concerne votre dernière question, les services de recherche sont sollicités par les services techniques des services centraux pour rassembler des données propres à la profession ou aux secteurs d'activité retenus pour enquête. Les travaux préparatoires à l'enquête, la formation ainsi que les enseignements des vérifications opérées serviront de base à la mise à jour du manuel de vérification. Cette mise à jour est donc effectuée régulièrement.

Voilà, monsieur le président, les précisions que je pouvais apporter en réponse aux différentes questions de M. Chabot.

01.03 Jacques Chabot (PS): Monsieur le président, je remercie le ministre de sa réponse.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

De mondelinge vragen nrs. 3138, 3151 en 3154 van de dames Trees Pieters en Muriel Gerken en de heer Peter Vanvelthoven worden naar een latere datum verschoven.

02 Samengevoegde mondelinge vragen van
- de heer Dirk Pieters aan de minister van Financiën over "de stortingen aan steden en gemeenten" (nr. 3158)

- de heer Hagen Goyvaerts aan de minister van Financiën over "de achterstand in de verwerking van de belastingaangiften" (nr. 3180)

02 Questions orales jointes de

- M. Dirk Pieters au ministre des Finances sur "les versements aux villes et communes" (n° 3158)

- M. Hagen Goyvaerts au ministre des Finances sur "le retard dans le traitement des déclarations d'impôt" (n° 3180)

02.01 Dirk Pieters (CVP): Mijnheer de minister, ik neem aan dat u een zeer zware nacht achter de rug hebt en dat het misschien best is om u niet meteen al te zeer te belasten met grote problemen. Ik zal op een eerder positieve manier beginnen met te verwijzen naar de afbouw van de Rosoux-schuld. Ook als lid van de oppositie moet ik erkennen dat u uw engagement terzake volledig hebt waargemaakt. Wij wensen u en uw administratie te feliciteren met het positieve resultaat. Het zou ons in dit verband echter ook interesseren om te weten of de schuld volledig vereffend is. Welk gedeelte werd in 2000 betaald en welk deel in 2001? Dat kan van statistisch belang zijn als we bijvoorbeeld onder andere de fiscale druk willen bepalen.

Mijnheer de minister, naast dit positieve nieuws is er blijkbaar ook een negatieve evolutie waar te nemen, want het vestigen van de aanslagen voor de personenbelasting heeft vertraging opgelopen. Wij verzoeken u dit uit te leggen, zowel met betrekking tot de oorzaak van de vertraging als met betrekking tot de voorziene effecten ervan. Zult u dit kunnen inlopen? Zal dat tijdig gebeuren? Hoe lang zal dit duren?

02.02 Hagen Goyvaerts (VLAAMS BLOK): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, ik sluit mij aan bij de vraag van de heer Pieters met betrekking tot de achterstand bij het verwerken van de belastingaangiften. Op basis van een aantal elementen blijkt er zich een ernstig probleem voor te doen bij het versturen van de aanslagbiljetten voor de personenbelasting voor het jaar 2000, dus voor de inkomsten van 1999. Blijkbaar is er tot op vandaag nog niet één aanslagbiljet vertrokken. Dit probleem zou verband houden met een aantal feiten.

Ten eerste, naar verluidt zou een aantal computerdeskundigen bij het departement van

Financiën vertrokken zijn en is hun functie op heden nog niet ingevuld.

Ten tweede, 10.000 bezwaarschriften zouden ergens liggen te wachten op verdere afhandeling. Die bezwaarschriften vereisen een herberekening van de belastingaangifte.

Ten derde, in bepaalde programma's moeten nog een aantal aanpassingen worden aangebracht om rekening te houden met de gewijzigde belastingwetten. Deze vertraging speelt in het voordeel van twee partijen. Ten eerste gaat het om de belastingplichtigen die moeten bijbetalen en die gelukkig zijn omdat ze nu wat uitstel krijgen. Ten tweede is dit in het voordeel van de Staat die waarschijnlijk heel wat moet terugstorten aan de belastingplichtigen. Naar verluidt gaat het om nagenoeg 30 miljard frank.

Mijnheer de minister, er zit nog een addertje onder het gras. De belastingplichtige heeft namelijk twee maanden de tijd om het verschuldigde bedrag te betalen vanaf het moment dat hij zijn aanslag krijgt. Bijgevolg zal de Staat dat geld met vertraging ontvangen. Als gevolg daarvan zullen ook de steden en de gemeenten het voor hen bestemde deel met vertraging doorgestort krijgen. Dat wordt door de overkoepelende organisatie VVSG niet op gejuich onthaald. Zij trekken aan de alarmbel, temeer omdat het om een globaal bedrag van 70 miljard frank zou gaan. Dit zal ongetwijfeld een negatief effect hebben op de gemeentelijke liquiditeit.

Mijnheer de minister, ik had u graag een aantal vragen gesteld. Ten eerste, kunt u bevestigen dat de achterstand bij de verwerking van de aanslagbiljetten te wijten is aan het vertrek van een aantal informatici waardoor een groot aantal bezwaarschriften ligt te wachten op verdere afhandeling? Hierdoor zorgen ook de nodige aanpassingen als gevolg van de gewijzigde belastingwetten voor een aanzienlijke vertraging.

Ten tweede, klopt de bewering dat men momenteel een vertraging van nagenoeg vier maanden heeft opgelopen? Kan deze vertraging nog verder oplopen?

Ten derde, welke maatregelen zult u nemen of hebt u genomen om dit probleem op te lossen?

Ten vierde, wanneer zullen de laatste aanslagbiljetten verstuurd worden? Zal dit binnen de wettelijke termijn gebeuren, tussen februari en juni van dit jaar?

Ten vijfde, met welke vertraging moeten de steden en de gemeenten rekening houden voor het doorstorten van hun deel?

02.03 Minister **Didier Reynders**: Mijnheer de voorzitter, collega's, eerst en vooral kan ik bevestigen dat de zogenaamde Rosoux-schuld volledig vereffend is.

De komende maanden zal de administratie van in totaal 15 gemeenten nog wel de sommen terugvorderen die ze teveel hebben gekregen. Tijdens het onderzoek naar aanleiding van de Rosoux-schuld is immers voor een aantal gemeenten vastgesteld dat zij reeds meer hadden gekregen dan waar ze recht op hadden omdat inzake belangrijke, onbetaald gebleven aanslagen bij de verdeling van de opbrengsten inzake personenbelastingen de gemeenten ontvangsten zijn blijven aantrekken.

Omdat de achterstand op 31 mei 2000 nog meer dan 13 miljard bedroeg en ik vaststelde dat het oorspronkelijk uitgewerkte systeem niet afdoende bleek om de achterstand binnen een aanvaardbaar tijdsbestek aan te zuiveren, heb ik reeds begin juni 2000 beslist om bijkomend in 1 miljard per maand te voorzien. Dat bedrag heb ik in juli 2000 opgetrokken tot 2 miljard, zodat tegen het begin van 2001 de achterstand volledig kon worden aangezuiverd.

In 2000 werd in totaal 13.870.695.021 Belgische frank aan de gemeenten terugbetaald. Het resterende bedrag van de achterstal, zijnde 430.316.078 frank, werd uiteindelijk op 18 januari 2001 aan de gemeenten doorgestort.

Eind december 2000 werden 373 aanslagbiljetten manueel ingegeven. Ingevolge informatica-problemen is tot nu toe geen enkel aanslagbiljet verstuurd in het kader van het systeem van de geautomatiseerde inkohierungen. Dit bevestigt nogmaals dat de investeringen in de informaticabehoefte van de fiscale administraties, die ik in mijn vijfjarenplan heb voorgesteld, meer dan noodzakelijk zijn. We moeten in 2001 meer dan 2,5 miljard frank investeren in plaats van minder dan 2 miljard voor 2000.

De administratie heeft mij meegedeeld dat de werkzaamheden inzake de bovenvermelde inkohierungen in februari 2001 een aanvang nemen. Zij moeten binnen de wettelijke termijn, die op 30 juni 2001 verstrijkt, worden beëindigd.

Zowel voor de federale als de lokale overheid

heeft het vertraagde inkohieringsritme met betrekking tot het aanslagjaar 2000 enkel voor het begrotingsjaar 2000 budgettaire gevolgen. Voor de gemeenten zijn die gevolgen zeer beperkt gebleven omdat einde 2000 de achterstand in de doorstorting van de PB-gemeenten versneld is doorgestort.

Voor het begrotingsjaar 2001 heeft de vertraging enkel een budgettaire verschuiving van de ontvangsten gedurende enkele maanden tot gevolg. Dit zal evenwel niet leiden tot een verlies aan ontvangsten voor het begrotingsjaar 2001. Om ook hier de nadelige gevolgen voor de gemeenten te beperken, heb ik aan mijn administratie de opdracht gegeven om tegen 31 januari 2001 een systeem van aan de gemeenten uit te keren voorschotten uit te werken. Na betaling van de achterstand in 2000, zal er voor de gemeenten in 2001 geen probleem zijn. Ik hoop dat we naar een normale toestand kunnen evolueren voor de aanslagbiljetten van oktober of november 2001.

02.04 Dirk Pieters (CVP): Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn antwoord. De minister heeft gezegd dat deze operatie voor de gemeenten budgettair neutraal is voor 2000. Grosso modo kan dit waar zijn. Er kunnen, mijns inziens, echter wel grote verschillen bestaan tussen gemeenten en steden. Ik geef het voorbeeld van het verschil tussen Antwerpen en Luik.

02.05 Hagen Goyvaerts (VLAAMS BLOK): Mijnheer de minister, ik dank u voor het antwoord en hoop dat de bekommernis van de VVSG ongegrond is.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

03 Question orale de M. Jacques Chabot au ministre des Finances sur "la procédure en matière de dégrèvement d'office" (n° 3170)

03 Mondelinge vraag van de heer Jacques Chabot aan de minister van Financiën over "de procedure van ambtshalve ontheffing" (nr. 3170)

03.01 Jacques Chabot (PS): Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, l'article 2, §4 de la loi du 11 avril 1994 sur la publicité de l'administration mentionne que "tout document par lequel une décision ou un acte administratif à portée individuelle, émanant d'une autorité administrative fédérale et notifiée à un administré, doit indiquer les voies éventuelles de

recours, les instances compétentes pour en connaître ainsi que les formes et délais à respecter, faute de quoi le délai pour introduire le recours ne prend pas cours". Dans la mesure où la procédure de dégrèvement d'office, prévue à l'article 376 du Code des impôts sur les revenus, constitue un recours administratif, tout comme la procédure de réclamation, l'avertissement-extrait de rôle ne devrait-il pas comporter, outre le recours visé à l'article 366 du Code des impôts sur les revenus, le recours aux dispositions prévues à l'article 376 du même Code, c'est-à-dire le dégrèvement d'office? Dans l'affirmative, l'absence de la mention de ce recours dans l'avertissement-extrait de rôle n'impliquerait-il pas que les délais prévus à l'article 376 du Code des impôts ne prennent pas cours?

03.02 Didier Reynders, ministre: Monsieur le président, monsieur Chabot, l'absence de mention de ce recours n'entraîne pas l'application de la sanction prévue par la loi sur la publicité de l'administration. En effet, contrairement au délai de réclamation qui prend cours à la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle, les délais de dégrèvement d'office prennent cours à une date fixe, soit le 1^{er} janvier de l'année au cours de laquelle l'impôt a été établi, article 376, §1^{er}, 1^o du CIR 1992, soit le 1^{er} janvier de l'exercice d'imposition, article 376, §3 du même CIR 1992. Une demande de dégrèvement d'office n'est donc pas tributaire de l'envoi d'un document émanant de l'administration. Cette procédure n'est donc pas soumise aux dispositions des articles 2 et 3 de la loi du 11 avril 1994, qui règle la publicité active de l'administration. Ce principe posé, l'administration a estimé préférable de ne pas faire mention de l'existence de ce recours sur l'avertissement-extrait de rôle. En effet, le contribuable risque d'établir une confusion entre les délais de réclamation et les délais de dégrèvement d'office et, ainsi, croire qu'il dispose de plus de temps qu'il n'en a pour réclamer. Maintenant, j'avoue qu'un certain nombre de délais sont parfois complexes et peuvent prêter à confusion. Mais je pense qu'ici, il valait effectivement mieux ne pas ajouter à la confusion en donnant des indications différentes quant aux deux types de recours régis par des règles totalement différentes.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

04 Mondelinge vraag van de heer Dirk Pieters aan de minister van Financiën over "de interne toestand van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen" (nr. 3177)

04 Question orale de M. Dirk Pieters au ministre des Finances sur "la situation interne de la Commission bancaire et financière" (n° 3177)

04.01 Dirk Pieters (CVP): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, collega's, ik stel deze vraag omdat de verwikkelingen rond de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en het niet verlengen van de opdracht van de heer Duplat in deze commissie nog niet ter sprake geweest zijn. Ik denk dat het goed is dat dat wel gebeurt. Ik meen dat ik niet de enige ben die erg verbaasd was toen we vernamen dat de regering beslist had om de opdracht van de heer Duplat niet te verlengen. Als ik het goed begrepen heb, was de heer Duplat zelf verbaasd en verrast. Er is niet veel verbeelding nodig om ons voor te stellen dat dit voor de heer Duplat op persoonlijk vlak een bittere pil moet zijn. De wijze waarop dit gebeurd en aangekondigd is, de periode die eraan voorafgegaan is, roept vragen op. Hoffelijk is het zeker niet. De vraag rijst of dit de nieuwe stijl van de regering is. Is dat de wijze waarop ze met haar mensen omgaat, zeker als het gaat om mensen waarvan de verdienste niet in twijfel getrokken wordt?

Los van de problematiek van de heer Duplat rijst ook de vraag naar de opportuniteit van het vervangen van de voorzitter op dit moment. De Commissie voor het Bank- en Financiewezen is namelijk een instelling in volle omvorming die tevens op internationaal vlak voor belangrijke uitdagingen staat. Denken we maar aan het markttoezicht op Euronext. We dachten dat de Commissie voor het Bank- en Financiewezen nu meer dan ooit een sterke voorzitter nodig had en wij waren van mening dat de heer Duplat deze kwaliteiten bezat. De benoeming van een voorzitter ad interim en de zoektocht naar een nieuwe voorzitter zullen hoe dan ook tijd vragen en dit op een cruciaal moment. Dit lijkt dan ook een overhaaste en slecht overwogen beslissing.

Ik wil ook nog even ingaan op de procedure voor de opvolging van de heer Duplat. Er wordt weliswaar in de pers gespeculeerd over wie allemaal kans maakt. Voor deze belangrijke vertrouwensfunctie is men overgegaan tot het plaatsen van een vacature in het Belgisch Staatsblad. Dat roept een aantal vragen op. Aan welke voorwaarden moet de kandidaat voor het voorzitterschap voldoen? Aan welke van deze voorwaarden voldeed de heer Duplat niet of niet meer? Dat is een interessante vraag. Wat is dus de werkelijke reden waarom u de heer Duplat hebt laten gaan?

Door de publicatie in het Staatsblad worden

precedenten gecreëerd. Gaat men voortaan alle belangrijke functies bij Financiën op deze wijze invullen? Zal, bijvoorbeeld, de aanstelling van de gouverneur van de Nationale Bank voortaan ook gebeuren via een publicatie in het Staatsblad en een oproep tot de kandidaten? Ik denk dat het interessant is uw antwoord daarop te horen.

04.02 Minister Didier Reynders: Mijnheer de voorzitter, collega's, ik zal een uitgebreider antwoord geven dan bij de vorige vragen. De heer Pieters zei al dat ik in de plenaire vergadering van de Kamer van volksvertegenwoordigers van donderdag 11 januari 2001 de gelegenheid gehad heb preciseringen aan te brengen ter attentie van uw collega, de heer Eric van Weddingen, die hier ook aanwezig is. Dat was in verband met de procedure betreffende de aanstelling van de voorzitter van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen. Ik herinner u eraan dat ik, overeenkomstig wat ik in de maand december in het Parlement aangekondigd heb, de regering voorgesteld heb de mogelijkheid te onderzoeken om het mandaat van de heer Duplat te vernieuwen, eventueel voor een periode die hem zou toelaten zijn functie uit te oefenen tot de leeftijd van 65 jaar. De vergadering van de kern van 11 januari 2001 heeft het niet mogelijk gemaakt een overeenkomst te bereiken over de toekenning van een nieuw mandaat aan de heer Duplat. Ik merk hierbij op dat de heer Duplat deze functie gedurende 12 jaar bekleed heeft. Dat maakt van hem de voorzitter die deze functie het langst bekleed heeft sedert het einde van het mandaat van baron de Barcy, bijna 30 jaar geleden.

Het is dan ook waarschijnlijk dat de tussenkomst van de heer Duplat in de verschillende dossiers blootgestaan zal hebben aan bepaalde kritieken waarover ik me niet hoeft uit te spreken. Ik kan niet anders dan vaststellen dat wegens diverse elementen, waaronder de leeftijd van de betrokkene, en de noodzakelijkheid om in het kader van de huidige hervormingen aan de nieuwe voorzitter een mandaat van zes jaar toe te kennen, de kandidatuur van de heer Duplat niet kon weerhouden worden.

Ik heb met veel aandacht kennis genomen van de commentaren die de heer Duplat geleverd heeft via de pers na het neerleggen van zijn ambt. De heer Duplat had het over de criteria waaraan de ideale kandidaat moest beantwoorden om hem op te volgen als voorzitter van de CBF. Volgens hem moest het gaan over iemand die discreet, onafhankelijk en multidisciplinair is, en die bekwaam is om de mannen en de vrouwen van

zijn ploeg te leiden en te motiveren. Pas na de beslissing van de regering om het mandaat van de heer Duplat niet te vernieuwen, heb ik voorgesteld beroep te doen op een procedure van oproepen en evalueren van kandidaten die ik zo open mogelijk wilde houden. Bedoeling was een kandidaat of kandidate te vinden die niet enkel bevoegd en ervaren is, maar die rondom zich een consensus kan creëren. Ik heb dus voorgesteld om alle luiken van deze oproepprocedure op de agenda van de kernvergadering van 17 en 18 januari te plaatsen. Dit voorstel werd eveneens voorgelegd aan mijn collega's die bevoegd zijn voor Economische Zaken en Justitie.

Dit betekent, mijnheer Pieters, dat deze procedure enkel wordt voorgesteld in de hypothese dat het mandaat van de heer Duplat niet vernieuwd wordt, rekening houdend met de specifieke toestand van de huidige voorzitter van de CBF. Enkel in die hypothese wordt de voorgestelde procedure van oproepen en evalueren van andere kandidaten dus gevolgd. Bijgevolg geldt, *mutatis mutandis*, hetzelfde voor de opvolging van voorzitters in de financieel-openbare sector. Slechts in gelijkaardige omstandigheden waarin het mandaat van een voorzitter niet vernieuwd wordt, komen er gelijkaardige procedures.

De procedure voor het oproepen van kandidaten, waarvan ik de publicatie in het Belgisch Staatsblad heb voorgesteld, voorziet dat de kandidaten idealiter voldoen aan de hierna opgesomde eigenschappen. Zij moeten een diepgaande kennis hebben van de materie die behoren tot de bevoegdheid van de Commissie voor het Bank en Financiewezen, alsook van de erbij horende institutionele omgeving. Zij moeten verder nuttige ervaring hebben in de voormelde materies. Zij moeten beschikken over uitstekende kwaliteiten op het vlak van management, motivatie en organisatie. Zij moeten zowel schriftelijk als mondeling een uitstekend communicatievermogen hebben in de verschillende talen die gebruikt worden bij de activiteiten van de CBF. Zij moeten ook de Belgische nationaliteit hebben. Dit ontwerp werd opgesteld op basis van andere oproepberichten die gemaakt zijn in het kader van een oproep voor kandidaten voor vergelijkbare functies.

Als antwoord op het eerste punt van uw vraag merk ik op dat het ontwerp oproepbericht voorziet dat de kandidaten van Belgische nationaliteit moeten zijn, overeenkomstig artikel 39, paragraaf 4, van het Europese Verdrag. Het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen heeft zich inderdaad uitgesproken ten gunste van het

zogenaamde "functionele concept" dat toelaat betrekkingen die een directe of indirecte deelname aan de openbare macht inhouden, voor te behouden aan nationale ingezetenen. Dit is onweerlegbaar het geval voor de voorzitter van de Commissie voor het Bank en Financiewezen die immers verschillende soorten besluiten moet ondertekenen.

In tegenstelling tot wat de heer Duplat onlangs via de pers heeft meegedeeld, moet men de naleving waarborgen van het objectieve karakter van de benoemingsprocedure voor de functie van voorzitter van de commissie. Daarom heb ik voorgesteld een comité op te richten dat door de heer Peeters, in de hoedanigheid van de vice-voorzitter van de Hoge Raad voor Financiën, wordt voorgezeten en uit drie externe en onafhankelijke experts wordt samengesteld, bevoegd op het gebied van de materies die aan de commissie voor het Bank en Financiewezen werden toegekend. Dit comité zal met de evaluatie van de kandidaturen voor deze functie worden belast.

De drie ministers, bevoegd inzake de benoemingsprocedure van de voorzitter van de CBF, zullen voor het comité, overeenkomstig de voorschriften voor het taalniveau, een specialist aanwijzen die, voor de domeinen waarop de CBF actief is, niet aan belangenconflicten onderhevig is. Dit comité zal zijn besluiten in de loop van de maand februari 2001 moeten nemen zodat de ministeriële overheid zich in de loop van de maand maart 2001 kan uitspreken, overeenkomstig de discretionaire bevoegdheden die hen terzake wettelijk werden toegekend.

Ik herinner eraan dat, omwille van het vervallen van het mandaat van de heer Duplat op 18 januari 2001, de van kracht zijnde reglementering erin voorziet dat het commissielid met de grootste anciënniteit de functie vervult, met name de voorzitter van het CBF, meester 'T Kint, advocaat bij het Hof van Cassatie en docent aan de UCL. Ik heb rechtstreeks contact met meester 'T Kint opgenomen. Hij heeft me verzekerd heeft dat geen enkel dossier inzake het vervallen van onder meer de operationele lancering van Euronext, dat voor nazicht aan de Commissie voor Bank- en Financiewezen wordt voorgelegd, bezorgdheid wekt en dat de behandeling van alle machtsverrichtingen of operaties met betrekking op het prudentiële toezicht zonder vertraging zullen verlopen mits naleving van de continuïteit van de openbare dienst.

Het moet worden onderstreept dat de uitoefening

van het ambt van voorzitter ad interim in de tijd zal beperkt worden om een voorzitter te kunnen aanduiden die een mandaat van zes jaar kan waarnemen om binnen de CBF de hervormingsvoorstellen van de opbouw van de controle van de financiële sector, die ik onlangs heb voorgesteld, tot een goed einde te brengen. Daarvoor moet een passende consensus worden bereikt, nodig voor de uitoefening van dergelijk ambt.

04.03 Dirk Pieters (CVP): Mijnheer de voorzitter, ik dank de minister voor zijn antwoord.

Ik waag mij over het eerste punt aan een interpretatie. De goede verstaander hoort dat de minister van Financiën de heer Duplat niet heeft weggestuurd. De vraag blijft dan wie het dan wel was en om welke specifieke reden. Men moet geen onderzoekscommissie oprichten om deze vraag te beantwoorden, maar de journalisten zouden deze zaak iets diepgaander mogen uitspitten. De indruk wordt hier immers gewekt dat de voorzitter omwille van het correct uitvoeren van zijn taak op zere tenen heeft getrapt en daarvoor achteraf de rekening krijgt gepresenteerd. Het zou goed zijn om na te gaan wie terzake verantwoordelijk is, vooral in de context van de nieuwe politieke cultuur.

Uw antwoord op mijn derde vraag heb ik niet goed begrepen, mijnheer de minister. Daarom zal ik de vraag opnieuw stellen. Zal deze procedure in de toekomst altijd voor het aanstellen van een topfunctie bij Financiën worden gevolgd of geldt dat alleen voor specifieke gevallen? Begrijp ik het goed dat men slechts dan een oproep zal publiceren, als men geen consensus over een kandidaat heeft bereikt? Klopt het ook dat men een opvolger van de heer Duplat wou aanduiden, maar dat daarover geen consensus werd bereikt en dat daarom naar deze procedure werd verwezen?

04.04 Minister Didier Reynders: Mijnheer de voorzitter, collega's, de procedure om een nieuwe voorzitter aan te stellen komt alleen op gang als het mandaat van de voorzitter niet wordt verlengd. Ik heb de verlenging van het mandaat van de heer Duplat voorgesteld. Het was onmogelijk een consensus te bereiken over de verlenging van het mandaat van de heer Duplat. Bovendien was het onmogelijk het mandaat van de heer Duplat te verlengen voor 6 jaar. Daarom heb ik een nieuwe procedure ingesteld. Deze procedure geldt alleen als het mandaat niet kan worden verlengd.

04.05 Dirk Pieters (CVP): Mijnheer de voorzitter,

ik dank de minister voor het antwoord.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De mondelinge vraag nr. 3192 van mevrouw Frieda Brepoels wordt naar een latere datum verschoven.

*De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.20 uur.
La réunion publique de commission est levée à 11.20 heures.*



BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

BEKNOPT VERSLAG

COMPTE RENDU ANALYTIQUE

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN EN DE
BEGROTING

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

dinsdag

23-01-2001

10:30 uur

mardi

23-01-2001

10:30 heures

INHOUD

Mondelinge vraag van de heer Jacques Chabot 1
aan de minister van Financiën over "de
opleidingscentra van het ministerie van Financiën"
(nr. 3119)

Sprekers: **Jacques Chabot, Didier Reynders,**
minister van Financiën

Samengevoegde mondelinge vragen van 2
- de heer Dirk Pieters aan de minister van
Financiën over "de stortingen aan steden en
gemeenten" (nr. 3158)
- de heer Hagen Goyvaerts aan de minister van
Financiën over "de achterstand in de verwerking
van de belastingaangiften" (nr. 3180)

Sprekers: **Dirk Pieters, Hagen Goyvaerts,**
Didier Reynders, minister van Financiën

Mondelinge vraag van de heer Jacques Chabot 4
aan de minister van Financiën over "de procedure
van ambtshalve ontheffing" (nr. 3170)

Sprekers: **Jacques Chabot, Didier Reynders,**
minister van Financiën

Mondelinge vraag van de heer Dirk Pieters aan de 4
minister van Financiën over "de interne toestand
van de Commissie voor het Bank- en
Financiële wezen" (nr. 3177)

Sprekers: **Dirk Pieters, Didier Reynders,**
minister van Financiën

SOMMAIRE

Question orale de M. Jacques Chabot au ministre 1
des Finances sur "les centres de formation du
ministère des Finances" (n° 3119)

Orateurs: **Jacques Chabot, Didier Reynders,**
ministre des Finances

Questions orales jointes de 2
- M. Dirk Pieters au ministre des Finances sur "les
versements aux villes et communes" (n° 3158)

- M. Hagen Goyvaerts au ministre des Finances
sur "le retard dans le traitement des déclarations
d'impôt" (n° 3180)

Orateurs: **Dirk Pieters, Hagen Goyvaerts,**
Didier Reynders, ministre des Finances

Question orale de M. Jacques Chabot au ministre 4
des Finances sur "la procédure en matière de
dégrèvement d'office" (n° 3170)

Orateurs: **Jacques Chabot, Didier Reynders,**
ministre des Finances

Question orale de M. Dirk Pieters au ministre des 4
Finances sur "la situation interne de la
Commission bancaire et financière" (n° 3177)

Orateurs: **Dirk Pieters, Didier Reynders,**
ministre des Finances

**COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING**

van

DINSDAG 23 JANUARI 2001

10:30 uur

**COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGET**

du

MARDI 23 JANVIER 2001

10:30 heures

De vergadering wordt geopend om 10.35 uur door de heer Olivier Maingain, voorzitter.

La séance est ouverte à 10.35 heures par M. Olivier Maingain, président.

01 **Mondelinge vraag van de heer Jacques Chabot aan de minister van Financiën over "de opleidingscentra van het ministerie van Financiën" (nr. 3119)**

01 **Question orale de M. Jacques Chabot au ministre des Finances sur "les centres de formation du ministère des Finances" (n° 3119)**

01.01 **Jacques Chabot** (PS): Zijn de binnen de onderscheiden administraties van het departement Financiën verstrekte opleidingen specifieke, gerichte activiteiten, of zullen deze cursussen op korte of middellange termijn algemeen verbreid worden ?

01.01 **Jacques Chabot** (PS): Les activités de formation pratique dans vos différentes administrations sont-elles ponctuelles ou seront-elles généralisées à court ou à moyen terme ?

Wat is het aandeel van de opleidingscentra in de praktische opleiding, ook wel Henrion-methode genoemd ?

Quel est l'apport des centres de formation par rapport à la formation pratique, appelée « méthode Henrion » ?

Is het praktische aspect van de opleiding een zaak van de taxatiediensten, of zijn de opleidingscentra hiervoor verantwoordelijk ?

L'aspect pratique ressortit-il à la compétence des services de taxation ou plutôt des centres de formation ?

Wat is de rol van de Nationale School voor fiscaliteit in deze ?

Quel est le rôle de l'École nationale de Fiscalité dans cette matière ?

Hoeveel mensen hebben er al zo'n praktische opleiding gevolgd, en welk percentage vertegenwoordigt dit ten opzichte van het aantal gegeven cursusedagen ?

Combien de personnes ont déjà participé à ces formations pratiques et quel pourcentage cela représente-t-il par rapport au nombre de jours de cours donnés ?

Wie waakt er over de kwaliteit van de opleidingen ?

Qui vérifie la qualité des formations ?

Wordt er een specifieke structuur opgezet om de brug te slaan naar de onderzoeksafdelingen en de centrale diensten die belast zijn met de updating van het verificatiehandboek ?

Une structure est-elle mise en place pour assurer la liaison avec les sections de recherche et avec les services centraux chargés de la mise à jour du manuel de vérification ?

01.02 Minister **Didier Reynders** (*Frans*) : De praktische opleidingen van de AOIF worden

01.02 **Didier Reynders** , ministre (*en français*): Les formations pratiques dispensées à l'AFER sont

verstrekt in het kader van de voorbereiding op de sectorale onderzoeken en van de grondige verificateursopleiding. Deze opleidingen zullen op termijn algemeen verbreid worden.

De opleidingen, waarvan de leerstof stoelt op de zogenaamde Henrion-methode, zullen steeds vaker in de opleidingscentra worden gegeven door tijdelijk gedetacheerde ambtenaren. Praktijkscholing is evenwel de beste opleiding. Voor de organisatie van de praktijklessen is de Nationale School voor fiscaliteit niet bevoegd.

In 1999-2000 hebben 638 deelnemers de opleiding gevolgd : 289 met het oog op de voorbereiding op de sectorale onderzoeken, en 349 voor de verificateurscursus. Globale cijfers voor 2000 zijn niet beschikbaar, en ik kan u de gevraagde percentages dan ook niet meedelen.

De centrale diensten voor beroepsopleiding coördineren de werkzaamheden van de eerstaanwezende inspecteurs – centrumdirecteurs, die verantwoordelijk zijn voor de kwaliteit van de verstrekte opleiding. De cursus voor de voorbereiding op de sectorale onderzoeken ressorteert evenwel onder de technische diensten van de centrale diensten.

De onderzoeksdiensten wordt door de technische diensten van de centrale diensten gevraagd gegevens te verzamelen met betrekking tot het beroep of de sector waarop het onderzoek gericht zal zijn.

Het verificatiehandboek zal worden bijgewerkt op grond van de voorbereidende werkzaamheden voor het onderzoek, de opleiding en de verificatiegegevens.

Het incident is gesloten.

02 **Samengevoegde mondelinge vragen van**
- de heer Dirk Pieters aan de minister van Financiën over "de stortingen aan steden en gemeenten" (nr. 3158)
- de heer Hagen Goyvaerts aan de minister van Financiën over "de achterstand in de verwerking van de belastingaangiften" (nr. 3180)

02.01 **Dirk Pieters** (CVP): Wij feliciteren de minister en zijn administratie met de afwerking van de Rosoux-schuld. Dat is goed nieuws. Hoeveel werd betaald in 2000 en hoeveel in 2001? Anderzijds worden de ontvangsten van de gemeenten opnieuw negatief beïnvloed door een vertraging bij de personenbelasting.

données dans le cadre de la préparation aux enquêtes sectorielles et dans le cadre du cours de vérification approfondie. Elles sont en voie de généralisation.

Les formations, dont le contenu s'inspire de la méthode Henrion, seront de plus en plus données dans les centres de formation par des fonctionnaires temporairement détachés. Cependant, la meilleure formation s'acquiert sur le terrain. La formation pratique ne relève pas de l'École nationale de Fiscalité.

Pour 1999-2000, 638 participants ont suivi ces formations : 289 pour les préparations aux enquêtes sectorielles et 349 pour les cours de vérification. Les chiffres globaux pour 2000 ne sont pas disponibles et les pourcentages demandés ne peuvent donc être communiqués.

Les services centraux de formation professionnelle coordonnent les travaux des inspecteurs principaux chefs de centres, qui sont responsables de la qualité des cours. Le cours préparatoire aux enquêtes sectorielles relève cependant du ressort des services techniques des services centraux.

Les services de recherche sont sollicités par les services techniques des services centraux pour rassembler des données propres à la profession ou au secteur retenu pour enquête.

Les travaux préparatoires à l'enquête, la formation et les enseignements des vérifications serviront de base à la mise à jour du manuel de vérification.

L'incident est clos.

02 **Questions orales jointes de**
- M. Dirk Pieters au ministre des Finances sur "les versements aux villes et communes" (n° 3158)
- M. Hagen Goyvaerts au ministre des Finances sur "le retard dans le traitement des déclarations d'impôt" (n° 3180)

02.01 **Dirk Pieters** (CVP): Nous félicitons le ministre et son administration pour avoir mis fin aux problèmes relatifs à la dette Rosoux. Voilà de bonnes nouvelles. Combien a-t-on payé en 2000 et combien payera-t-on en 2001 ? Par ailleurs, les recettes des communes subissent une fois de plus les effets négatifs du ralentissement de la perception de l'impôt des personnes physiques.

Er zouden nog geen aanslagbiljetten voor het inkomstenjaar 1999 verstuurd zijn. Hoe komt dit? Wanneer zal de achterstand ingelopen zijn?

Les avertissements-extraits de rôle pour 1999 n'auraient pas encore été envoyés. Comment cela est-il possible ? Quand ces retards seront-ils résorbés ?

02.02 Hagen Goyvaerts (VLAAMS BLOK): De verzending van de aanslagbiljetten van de personenbelasting voor het aanslagjaar 2000 loopt heel wat vertraging op. Een groot aantal informatici zou het departement Financiën hebben verlaten. Ongeveer 10.000 bezwaarschriften zouden nog op behandeling wachten. Bovendien raakt een aantal programma's niet tijdig aangepast aan de gewijzigde belastingwetten. Ook de gemeenten zullen het voor hen bestemde deel met vertraging doorgestort krijgen. Het zou om een totaal bedrag van 70 miljard gaan.

Klopt het dat deze moeilijkheden te wijten zijn aan het vertrek van een aantal informatici? Gaat het om een vertraging van vier maand? Zal deze nog oplopen?

02.02 Hagen Goyvaerts (VLAAMS BLOK): L'envoi des avertissements-extraits de rôle pour l'exercice d'imposition 2000 a subi un retard important. Un grand nombre d'informaticiens auraient quitté le département des Finances. Quelque 10.000 réclamations seraient encore en cours de traitement. De plus, de nombreux programmes n'auraient pas encore été adaptés en fonction des nombreux aménagements apportés aux lois fiscales. Les communes recevront également avec retard la part qui leur est due et qui s'élève à 70 milliards.

Est-il exact que ces problèmes sont dus au départ de certains informaticiens ? Le retard atteint-il quatre mois ? Sera-t-il encore plus important ?

Welke maatregelen neemt de minister? Zullen alle aanslagbiljetten binnen de wettelijke termijn worden verzonden?

Quelles mesures le ministre compte-t-il prendre ? Les avertissements-xtraits de rôle seront-ils envoyés dans les délais prévus par la loi ?

Met welke vertraging moeten de gemeenten rekening houden?

A quel retard les communes doivent-elles s'attendre ?

02.03 Minister Didier Reynders (Nederlands): De Rosoux-schuld is inderdaad volledig vereffend. Vijftien gemeenten die meer gekregen hebben dan wat ze mochten krijgen, hebben een aanmaning gekregen om terug te betalen. De achterstand van de Staat bij de doorstorting aan de gemeenten was opgelopen tot meer dan 13 miljard op 31 mei 2000. Reeds op 1 juni had ik 1 miljard frank per maand extra gereserveerd en dit bedrag op 1 juli opgetrokken tot twee miljard om deze achterstand weg te werken. In 2000 werd 13.870.695.021 frank betaald, in 2001 430.314.078 frank. Op 18 januari 2001 was de achterstand geheel weggewerkt.

02.03 Didier Reynders , ministre (en néerlandais) : La dette Rosoux est en effet entièrement acquittée. Quinze communes qui avaient reçu plus que leur dû ont été sommées de rembourser. Au 31 mai 2000, l'arriéré de l'État dans le versement aux communes atteignait plus de 13 milliards. Le 1^{er} juin, j'avais déjà réservé un milliard de francs supplémentaires par mois, montant que j'ai relevé à deux milliards le 1^{er} juillet afin de résorber l'arriéré. En 2000, 13.870.695.021 francs ont été payés ; en 2001, 430.314.078 francs. Au 18 janvier 2001, l'arriéré était entièrement résorbé.

In december 2000 werden 373 aanslagbiljetten manueel ingecohierd, maar ingevolge informaticaproblemen werden er nog geen opgestuurd. De administratie deelt mee dat de incohiering in februari een aanvang zal nemen en zal beëindigd zijn binnen de wettelijke termijn, dus vóór 30 juni.

En décembre 2000, 373 avertissements-extraits de rôle ont été enrôlés manuellement mais aucun n'a pu être expédié jusqu'à présent en raison de problèmes informatiques. L'administration a fait savoir que l'enrôlement débutera en février pour s'achever dans les délais prescrits, à savoir avant le 30 juin.

De federale en lokale overheden ondervinden enkel gevolgen voor het begrotingsjaar 2000. De gevolgen voor de gemeenten zijn beperkt gebleven, ingevolge de versnelde doorstorting van het aandeel van de gemeenten eind 2000.

Pour les autorités fédérales et locales, les répercussions se limiteront à l'exercice 2000. Pour les communes, elles sont restées limitées étant donné qu'à la fin de 2000, le versement de la part qui leur revenait a été accéléré.

Voor het begrotingsjaar 2001 gaat het enkel om budgettaire verschuivingen, maar er is geen verlies aan ontvangsten. Tegen 31 januari zal een systeem van voorschotten aan de gemeenten worden opgezet en tegen september-oktober 2001 zou de toestand genormaliseerd moeten zijn.

02.04 Dirk Pieters (CVP): Deze gegevens zijn nuttig. Niet voor alle gemeenten is dit in 2000 neutraal.

02.05 Hagen Goyvaerts (VLAAMS BLOK): Ik hoop dat na dit antwoord de bekommernis van de VVSG ongegrond is.

Het incident is gesloten.

03 Mondelinge vraag van de heer Jacques Chabot aan de minister van Financiën over "de procedure van ambtshalve ontheffing" (nr. 3170)

03.01 Jacques Chabot (PS): Moet het aanslagbiljet behalve het in artikel 366 van het WIB bedoelde rechtsmiddel, namelijk het indienen van een bezwaarschrift bij de directeur, ook geen melding maken van het in artikel 376 bedoelde beroep, namelijk de ambtshalve ontheffing?

Zo ja, impliceert het ontbreken van die vermelding, gelet op de bepalingen van de wet van 11 april 1994 betreffende de openbaarheid van bestuur, niet dat de termijn waarin artikel 376 van het WIB voorziet, niet ingaat?

03.02 Minister Didier Reynders (Frans): Het niet-vermelden van de beroepsmogelijkheden heeft niet tot gevolg dat de sanctie waarin de wet betreffende de openbaarheid van bestuur voorziet, wordt toegepast.

De termijn voor de ambtshalve ontheffing gaat inderdaad op een vaste datum in.

Het verzoek tot ambtshalve ontheffing moet niet gepaard gaan met een verzoek aan de administratie en valt niet onder de wet betreffende de openbaarheid van bestuur.

De administratie verkoos de termijn voor het verzoek van ambtshalve ontheffing niet te vermelden om verwarring met de termijn voor het indienen van een bezwaarschrift te voorkomen.

Het incident is gesloten.

04 Mondelinge vraag van de heer Dirk Pieters aan de minister van Financiën over "de interne

En ce qui concerne l'exercice 2000, on n'observe que des glissements budgétaires sans pertes de recettes. Le 31 janvier débutera un système d'avances consenties aux communes qui devrait entraîner une normalisation de la situation en septembre-octobre.

02.04 Dirk Pieters (CVP): Ces données sont utiles. La situation ne sera pas sans conséquences pour toutes les communes.

02.05 Hagen Goyvaerts (VLAAMS BLOK): J'espère qu'après cette réponse, les préoccupations de la VVSG se révéleront non fondées.

L'incident est clos.

03 Question orale de M. Jacques Chabot au ministre des Finances sur "la procédure en matière de dégrèvement d'office" (n° 3170)

03.01 Jacques Chabot (PS): L'avertissement extrait de rôle ne devrait-il pas comporter, outre le recours visé à l'article 366 du CIR, c'est-à-dire la procédure de réclamation auprès du directeur, la mention du recours visé à l'article 376 du CIR, à savoir le dégrèvement d'office ?

Dans l'affirmative, et au vu des dispositions de la loi du 11 avril 1994 sur la publicité de l'administration, l'absence de cette mention n'implique-t-elle pas que le délai prévu à l'article 376 du CIR ne prend pas cours ?

03.02 Didier Reynders , ministre (en français): L'absence de mention du recours n'entraîne pas l'application de la sanction prévue par la loi sur la publicité de l'administration.

Le délai pour le dégrèvement d'office prend, en effet, cours à une date fixe.

La demande de dégrèvement d'office n'est pas tributaire d'une demande à l'administration et ne tombe pas sous le coup de la loi sur la publicité de l'administration.

L'administration a préféré ne pas mentionner le délai de recours pour le dégrèvement d'office, afin d'éviter qu'il ne soit confondu avec le délai de réclamation.

L'incident est clos.

04 Question orale de M. Dirk Pieters au ministre des Finances sur "la situation interne de la

toestand van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen" (nr. 3177)

Commission bancaire et financière" (n° 3177)

04.01 Dirk Pieters (CVP): De regering heeft – tot verrassing van velen – beslist om de opdracht van de voorzitter van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen (CBF), de heer Duplat, niet te verlengen. Is dat de wijze waarop de regering met mensen omgaat? Juist nu kan de CBF een bekwame en sterke voorzitter goed gebruiken. Er werd nu een vacature gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*, alhoewel er al over een opvolger wordt gespeculeerd.

Aan welke voorwaarden moet een voorzitter voldoen? Aan welke voorwaarden voldeed de heer Duplat niet of niet meer? Zullen in de toekomst alle topfuncties bij Financiën deze procedure volgen?

04.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Ik heb tijdens de plenaire vergadering van 11 januari al geantwoord op vragen van de heer Van Weddingen over deze aangelegenheid.

Ik heb de regering voorgesteld de mogelijkheid te onderzoeken het mandaat van de heer Duplat te verlengen tot zijn vijfenzestigste. Op het kernkabinet van 11 januari bereikte het kernkabinet daarover geen eensgezindheid. Met twaalf jaar heeft de heer Duplat dit mandaat al het langst bekleed, wat verklaart dat sommige van zijn tussenkomsten soms op kritiek stuiten.

De kandidatuur van de heer Duplat werd uiteindelijk niet weerhouden, omdat geopteerd werd voor iemand die het mandaat van zes jaar kon volmaken, in een periode van reorganisatie.

In een verklaring aan de pers heeft de heer Duplat verduidelijkt aan welke criteria de voorzitter van de CBF zou moeten voldoen. Ik heb dan gekozen voor een open oproep met evaluatie, om iemand te zoeken die bekwaam en ervaren zou zijn en over wie een consensus mogelijk is.

Ik heb deze procedure voorgesteld op het kernkabinet van 17 en 18 januari. Deze procedure tot oproep van de kandidaten voor andere topfuncties wordt enkel uitgesteld in de hypothese van een niet-vernieuwing van een mandaat. De volgende eisen worden gesteld in de oproep tot de kandidaten: ze moeten een grondige kennis hebben van de materies van de Commissie van Bank- en Financiënwezen, ze moeten een nuttige ervaring hebben en managementkwaliteiten vertonen. Ze moeten ook een uitstekend communicatievermogen

04.01 Dirk Pieters (CVP): Le gouvernement a décidé – à l'étonnement de beaucoup – de ne pas prolonger le mandat de M. Duplat en tant que président de la Commission bancaire et financière (CBF). Est-ce ainsi que le gouvernement traite les gens? La CBF a précisément besoin, dans les circonstances actuelles, d'un président compétent et fort. Une vacance d'emploi a été publiée au Moniteur belge mais les spéculations quant au successeur de M. Duplat vont déjà bon train.

A quels critères un président doit-il répondre? Quelles conditions M. Duplat ne remplissait-il plus? Cette procédure sera-t-elle désormais suivie pour toutes les nominations importantes au département des Finances?

04.02 Didier Reynders , ministre (en néerlandais): J'ai déjà répondu à des questions de M. Van Weddingen sur le même sujet lors de la séance plénière du 11 janvier.

J'ai proposé au gouvernement d'examiner la possibilité de prolonger le mandat de M. Duplat jusqu'à ses 65 ans. Le 11 janvier dernier, le cabinet restreint n'est pas parvenu à un consensus à ce sujet. M. Duplat a exercé ce mandat pendant 12 ans, ce qui est un record. Cela peut expliquer le fait que certaines de ses interventions ont fait l'objet de critiques.

La candidature de M. Duplat n'a finalement pas été retenue car on a préféré choisir une personne qui puisse achever le mandat de 6 ans, alors que la commission se trouve dans une période de réorganisation.

Dans une déclaration à la presse, M. Duplat a précisé les critères auxquels devrait répondre le président de la CBF. J'ai alors opté pour un appel ouvert, avec évaluation, afin de pouvoir trouver quelqu'un qui soit compétent et expérimenté et qui puisse faire l'unanimité.

J'ai proposé cette procédure au cabinet restreint des 17 et 18 janvier. Cette procédure d'appel aux candidats pour d'autres fonctions prestigieuses ne sera entamée que dans l'hypothèse où un mandat n'est pas renouvelé. Les exigences suivantes seront posées dans l'appel aux candidats. Ils devront avoir une connaissance approfondie des matières traitées par la Commission bancaire et financière; ils devront avoir acquis une expérience utile et justifier de qualités de gestionnaire. Ils devront disposer en outre d'une très grande

hebben en dit in de verschillende talen die de CBF gebruikt, en ze moeten de Belgische nationaliteit bezitten. Volgens het Europees recht is het toegelaten bepaalde functies voor te behouden voor personen met de nationaliteit van het land.

De voorzitter van de CBF dient verschillende soorten besluiten te ondertekenen en voldoet dus aan de Europese voorwaarden om de nationaliteitsvereiste op te leggen.

Ik heb een commissie opgericht, voorgezeten door de heer Theo Peeters, vice-voorzitter van de Hoge Raad voor Financiën, die de kandidaten zal evalueren. Elk van de drie bevoegde ministers zal een specialist aanwijzen. Dit comité zal in februari zijn besluit moeten nemen, zodat in maart een beslissing kan worden genomen. Het mandaat van de heer Duplat liep af op 18 januari. Het commissielid met de grootste anciënniteit vervangt hem tijdelijk.

04.03 Dirk Pieters (CVP): Het is niet de minister van Financiën die de heer Duplat heeft weggestuurd. Vraag is wie wel en waarom. Wij krijgen de indruk dat hij moest opstappen omdat hij zijn werk te goed heeft gedaan.

Zal deze benoemingsprocedure steeds de regel zijn voor topfuncties bij Financiën, of gaat het om een uitzondering, wanneer men geen consensus kan bereiken over een opvolger?

04.04 Minister Didier Reynders (Nederlands): Alleen in geval van een niet-vernieuwing van het mandaat van de voorzitter wordt deze procedure gevolgd. Ik heb wel de vernieuwing van het mandaat van de heer Duplat gesteund, maar hierover was er geen consensus. De heer Duplat kon de termijn van zes jaar niet volledig vervullen.

Het incident is gesloten.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.20 uur.

aptitude à communiquer, et cela dans les différentes langues employées par la Commission bancaire et financière, et ils devront être de nationalité belge. Selon le droit européen, il est permis de réserver certaines fonctions à des personnes ayant la nationalité du pays où elles auront à les exercer.

Le président de la Commission bancaire et financière doit signer différents types de décisions et satisfait donc au prescrit européen pour imposer la condition liée à la nationalité.

J'ai créé une commission, présidée par M. Theo Peeters, vice-président du conseil supérieur des Finances, qui procédera à une évaluation des candidats. Chacun des trois ministres compétents désignera un spécialiste. Ce comité devra prendre sa décision en février de manière à pouvoir trancher en mars. Le mandat de M. Duplat s'est achevé le 18 janvier. Le commissaire ayant la plus grande ancienneté le remplacera temporairement.

04.03 Dirk Pieters (CVP): Ce n'est pas le ministre des Finances qui a limogé M. Duplat. La question est de savoir qui l'a remercié et pourquoi. Nous avons l'impression qu'il a dû partir parce qu'il a trop bien fait son travail.

Cette procédure de nomination sera-t-elle toujours la règle pour les fonctions prestigieuses aux Finances, ou s'agit-il d'une exception, due au fait que l'on n'a pas pu parvenir à un consensus au sujet d'un successeur ?

04.04 Didier Reynders , ministre (en néerlandais) : Cette procédure n'est appliquée qu'en cas de non-renouvellement du mandat du président. J'ai soutenu le renouvellement du mandat de M. Duplat, mais il n'y avait pas de consensus à ce sujet. M. Duplat n'était pas en mesure d'achever son mandat de six ans.

L'incident est clos.

La réunion publique de commission est levée à 11.20 heures.